

1984

« LA GUERRE C'EST LA PAIX
LA LIBERTE C'EST L'ESCLAVAGE
L'IGNORANCE C'EST LA FORCE »

(George Orwell, 1984, chapitre I)

Il est devenu banal de faire référence au roman de George Orwell pour dénoncer certains traits de notre époque qui semblent tirés de cette œuvre prophétique, ou de lui ajouter de nouveaux chapitres. On trouve sur Internet d'excellents articles dont les auteurs s'exercent, souvent avec talent, à ce jeu. Le Témoin gaulois, qui ne prétend pas rivaliser avec eux, croit que cet exercice est de bonne hygiène, et qu'il est salutaire de s'y livrer. Le Novlang (ou Néoparler, traductions de *Nespeak*) dont use l'équipe macronesque lui en donne en effet l'occasion.

Les gilets jaunes peuvent bien manifester, notre gouvernement poursuit imperturbablement la recherche de notre bonheur. Aujourd'hui, c'est au tour des fonctionnaires de bénéficier de sa sollicitude. On lit dans le « *Projet de loi de transformation de la fonction publique* – Bercy, le 13 février 2019 – Présenté par Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics » :

« *Exposé des motifs*

Profondément attachés aux valeurs du service public, les agents publics se mobilisent au quotidien pour la sécurité, la prospérité et la cohésion de notre pays. Près de neuf agents publics sur dix sont au contact direct de la population. Face à l'évolution rapide de leurs métiers, le sens de leurs missions et de leur engagement doit aujourd'hui être conforté. Face à un statut qui ne leur offre pas suffisamment la reconnaissance et les perspectives professionnelles escomptées, de nouvelles attentes se font jour pour aller vers

Le Témoin Gaulois – Au Fil des jours

une fonction publique plus attractive et plus réactive, des parcours professionnels plus diversifiés et une plus grande prise en considération de la qualité de vie au travail. »

Les propositions actuellement débattues pour rendre « *plus attractifs* » les métiers de nos valeureux fonctionnaires peuvent être ainsi résumées :

- 1 – recourir davantage aux contractuels, qui pourront être chargés des plus hautes responsabilités ;
- 2 – développer le contrat de mission (non-renouvelable) ;
- 3 – introduire la possibilité de ruptures conventionnelles ;
- 4 – accélérer la mobilité des agents, par les départs volontaires ou des détachements d'office.

Lui-même ancien fonctionnaire dont le père était commerçant le jour et fonctionnaire la nuit¹, le Témoin gaulois est trop impliqué dans la question pour prétendre à l'objectivité, et se gardera bien d'aborder le bien fondé des propositions libérales qui précèdent et les bienfaits que nos concitoyens peuvent en attendre.

Mais il se permet de demander en quoi un métier devient « *plus attractif* » quand il est exercé non par des titulaires recrutés par concours, mais par un personnel choisi souverainement par le prince et révoquant à merci, et qui, placé à des postes de direction, sera le serviteur dévoué et autoritaire des comptables au service de l'argent qui nous gouvernent. Pour prendre l'exemple de l'enseignement technique, où l'on qualifie volontiers un proviseur ou un directeur de « patron », ce qui choque les autres enseignants

1 Il disait que l'État est obligé de bien traiter ses fonctionnaires s'il veut être bien servi : l'Europe, qui n'est pas encore un État, mais est déjà l'instance politique où se prennent les grandes décisions, l'a bien compris. Mais y'a-t-il encore un État en France ? Sans doute, comme en Bavière dans le Premier Reich.

Le Témoin Gaulois – Au Fil des jours

du public parce qu'ils ne voient en eux que des collègues chargés de certaines tâches administratives, des professeurs d'E.N.N.A.² ne manquaient pas, en cas de conflit, de le rappeler à leur chef hiérarchique, quand il refusait de les recevoir : ils ouvraient tout simplement la porte de son bureau d'un coup de pied ! Et les discussions sur l'organisation du service étaient – sont encore – menées entre enseignants soucieux de l'intérêt des élèves qu'ils connaissent bien. Ils sont tenus à juste titre à respecter un cadre budgétaire qui ne dépend pas d'eux, mais de la loi de finances, mais ne sont pas soumis à un petit chef parachuté par un lointain pouvoir avec pour mission de faire des économies. L'argument selon lequel les concours reproduisent les inégalités sociales est hypocrite et fallacieux : ils ont toujours été une des pièces de l'ascenseur social, permettant aux mieux doués ou aux plus travailleurs de s'élever, même s'il est vrai que les enfants issus des milieux défavorisés partent avec un très lourd handicap. Au contraire, l'appel accru aux contractuels achèverait de fermer la porte à ces derniers et de réserver les emplois aux personnes bien nées³.

Les orientations 2 à 4 remettent en cause la stabilité de l'emploi qui naguère compensait de maigres traitements. Le moment est propice, quand le RSA tend, dans le privé, à devenir le salaire moyen et le SMIC le salaire maximum pour une grande partie des salariés du privé. Car le salaire moyen des fonctionnaires dépasse légèrement celui du secteur privé (2570 € par mois pour la

2 E.N.N.A. : voir [L'École : un monde clos](#), page 115 et suivantes

3 La réforme des lycées professionnels va dans le même sens : supprimer les passerelles entre le technique et les filières « nobles » en réduisant les heures consacrées aux matières générales (français, mathématiques, sciences, langues, histoire et géographie) et en leur donnant le seul métier pour étroit horizon.

fonction publique en 2018 contre 2505 € pour le privé en 2017) ce qui n'est pas injuste si l'on tient compte des qualifications requises jusqu'à nouvel ordre. Qu'importe, l'occasion est bonne pour s'attaquer aux « privilèges » de la fonction publique, en jouant sur les jalousies qui sont d'autant plus fortes que ceux que l'on envie sont d'un niveau social plus proche : le petit avantage que semble détenir un collègue ou un voisin de palier ronge les sangs des envieux, les grandes fortunes les font rêver ! En s'attaquant à la garantie de l'emploi qui devrait être la règle commune, moyennant les adaptations via la formation continue, rendues indispensables par l'évolution rapide des métiers, on espère liquider l'indépendance de la fonction publique vis-à-vis des politiciens, ce qui est sans doute le meilleur moyen de « motiver » les fonctionnaires... à courber l'échine devant les détenteurs successifs du pouvoir, au gré des élections. Ainsi, dit le rapport officiel, « *le sens de leurs missions et de leur engagement [sera] aujourd'hui conforté.* » Et « *la reconnaissance et les perspectives professionnelles [seront renforcées], Face à un statut qui ne leur en offre pas suffisamment* » Orwell écrivait : « *Des mots comme, par exemple : joiecamp (camp de travaux forcés) ou minipax (ministère de la Paix, c'est-à-dire ministère de la Guerre) signifiaient exactement le contraire de ce qu'ils paraissaient vouloir dire.* » Les truqueurs qui nous régissent ne prennent même pas la peine d'inventer des mots nouveaux.

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, est plus franc, quand il déclare : « *L'État doit être un meilleur DRH* ». Car la France est considérée par les puissances d'argent comme une espèce de grande entreprise. Qui dit entreprise en ce premier quart du XXI^e siècle dit *Cost killer* (dont l'inégalable modèle fut Carlos Ghosn, de glorieuse mémoire, dont le principal talent, disait un de ses bons collègues, était de supprimer des emplois,

Le Témoin Gaulois – Au Fil des jours

sans états d'âme, par dizaine de milliers). Qui dit entreprise dit exploitation sauvage du personnel : qu'importe si la souffrance au travail aboutit à des suicides en série, comme on l'a vu chez France Télécom, Renault, PSA Peugeot Citroen, parmi les médecins et les chefs de petites entreprises harcelés par les exigences administratives, et déjà dans la fonction publique parmi les policiers, personnels hospitaliers et... inspecteurs du travail et enseignants, puisque on se préoccupe en haut lieu d'offrir « *une plus grande prise en considération de la qualité de vie au travail.* » ? Et pourvu que les richesses affluent davantage, toujours aux mêmes endroits, sans qu'il s'en égare une miette au profit de ces fainéants de travailleurs et de chômeurs⁴ !

Lundi 1^{er} avril 2019

4 C'est cette représentation des travailleurs qui justifie qu'on les « motive » par la violence et la coercition, comme les animaux de trait.